

Commandant TEILLET

Groupe B5

-
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-

Mémoire de géopolitique:

-
-

Quel avenir pour l'Afrique ?

Commandant Teillet

Groupe B5

-
-
-
-

Quel avenir pour l'Afrique ?

Dans un monde en pleine mutation où les lois du marché prennent une place toujours plus importante, se pencher sur l'Afrique et son devenir peut ne pas sembler très pertinent. Cependant, même si l'on a pu parler de continent oublié ou désintégré, l'Afrique, par les potentialités qu'elle représente, conserve à l'évidence une place importante dans le concert des nations.

L'histoire et dans une moindre mesure, la géographie façonnent l'avenir. Il ne s'agit pas ici de réaliser une présentation exhaustive de l'Afrique dans les deux domaines cités plus haut. Cependant, un regard sur le passé du "sous-continent", même s'il est forcément subjectif, ainsi que la prise en compte de données économiques et politiques sont indispensables pour comprendre la situation actuelle et tenter d'envisager l'avenir.

Quand on parle ici de l'Afrique, on désigne par ce terme l'Afrique subsaharienne, soit les quarante neuf pays situés au sud de l'Afrique du Nord constituée elle-même du Maroc, de la Tunisie, de l'Algérie et de la Libye. Ces pays sont habités par près de 600 millions de personnes et comprennent entre autres, le Nigeria, l'Etat le plus peuplé d'Afrique (environ 100 millions d'habitants) ; le Congo ex-Zaïre, troisième pays en superficie, potentiellement un des plus riches mais aussi aujourd'hui, l'un des plus explosifs ; le Rwanda et le Burundi, deux des Etats les plus pauvres du monde, où la guerre fratricide entre Tutsis et Hutus a produit l'un des massacres les plus absurdes et les plus sauvages de l'histoire moderne ; et l'Afrique du sud, pays qui effectue une des expériences politiques les plus importantes de l'histoire contemporaine et l'une des plus lourdes de conséquences pour le vingt et unième siècle.

Virtuellement, l'Africain peut aisément se nourrir. Le continent comporte les terres arables les plus étendues du monde, soit 1,3 milliard d'hectares, dont un cinquième seulement est cultivé. Le sous-sol recèle du pétrole dans des sites aussi divers que le Nigeria et l'Angola, et des métaux stratégiques comme le chrome (l'Afrique du sud en est le plus grand producteur au monde), des diamants au Congo ex-Zaïre (20% de la production mondiale), et de la bauxite qui permet de fabriquer l'aluminium, la Guinée en détient un tiers des réserves mondiales connues.

Compte tenu de l'histoire des autres parties du monde, on s'attendait généralement à voir l'Afrique prospérer. Mais, le Sahel (nom que les Européens donnent à la partie la plus mal lotie de l'Afrique subsaharienne) est engagée dans la spirale d'une croissance démographique rapide (3,2% par an, ce qui doublerait d'ici à l'an 2030 l'actuelle population pour l'amener au chiffre de 1,2 milliard) et d'une famine grave, assorties de maladies infectieuses, de guerres civiles étendues et d'anarchie politique.

L'Afrique coloniale.

Il ne sera abordé ici que les grandes lignes de l'histoire contemporaine africaine susceptible d'avoir une implication dans le devenir du sous-continent.

A partir de 1880, en trois décennies, le continent sera conquis et partagé entre puissances européennes. Notons à ce sujet que le congrès de Berlin (1885) n'a pas eu l'importance qu'on lui prête. Cette conférence s'est bornée à fixer les frontières de l'actuelle République Démocratique du Congo (ex-Zaïre). La définition des autres frontières résultera, au gré des rapports de forces, de multiples arrangements ultérieurs. Cette poussée impérialiste résulte de l'industrialisation de l'Europe et des besoins en matières premières, de la volonté de certains hommes politiques de trouver des exutoires outre-mer à l'aggravation des tensions sociales et enfin, de la certitude que l'Europe avait une action civilisatrice à conduire en Afrique.

Les rivalités des pays européens sont ainsi transférées en Afrique et des tensions graves résulteront d'incidents parfois mineurs. Français, Anglais, Allemands, Italiens, Portugais,

Belges et Espagnols s'affronteront dans la course générale pour la possession du continent à l'exception du Liberia et de l'Ethiopie. Les Britanniques s'étaient taillés la part du lion, en assumant le protectorat de l'Egypte et en colonisant la large bande des pays de l'Afrique orientale : Soudan, Ouganda, Kenya, Rhodésie, Afrique du Sud, ainsi que le Nigeria et la Côte de l'Or à l'ouest.

La France s'empara de l'Afrique du Nord et de la ceinture de pays situés au sud du Sahara ; la Belgique, du Congo et du Rouanda-Ououndi (noms donnés alors respectivement au Zaïre, au Rwanda et Burundi) ; l'Italie établit sa domination sur la Libye, l'Erythrée et la Somalie. Le Liberia était nominalement indépendant depuis qu'il avait été recolonisé par des descendants d'esclaves des Etats-Unis, mais la firme Firestone Rubber, appartenant aux Américains, y était le principal employeur et concessionnaire de plus d'un million et demi d'hectares de terrain.

L'Ethiopie, elle, était réellement un Etat souverain, grâce à un monarque remarquable, le négus Menelik, qui avait repoussé en 1896 l'invasion italienne et obligé l'Italie, qui revendiquait ce territoire, à reconnaître son indépendance. Mais en 1935, Mussolini envahit l'Ethiopie, vainquit le nouveau négus, Haïlé Sélassié, et fusionna l'Ethiopie, l'Erythrée et la Somalie en "Afrique orientale Italienne". Cette affaire eut une importance politique particulière car la Société des Nations (dont l'Ethiopie était membre depuis 1923) condamna l'agression et prit contre l'Italie des sanctions économiques : ce fut l'une des premières actions entreprises par une organisation internationale. En 1941, les Britanniques reconquirent l'Ethiopie et remirent Haïlé Sélassié sur le trône.

L'accès à l'indépendance.

La plus grande partie de l'Afrique devint indépendante au cours des années 60. Ce fut le Ghana qui ouvrit la voie en 1957. Dans l'ensemble, la transition fut relativement pacifique, bien qu'au Kenya, une rébellion contre les Britanniques déclencha une guerre sauvage qui dura trois ans.

En Rhodésie, un gouvernement blanc minoritaire se maintint au pouvoir pendant dix ans. Il défia pour cela les sanctions internationales avant d'acquiescer à son indépendance sous la direction de Robert Mugabe.

La première génération de dirigeants africains, ayant pour la plupart fait leurs études en Occident étaient des hommes de haute stature, comme Léopold Senghor au Sénégal, poète francophone renommé ou Julius Nyerere en Tanzanie. A cet égard, on peut dire que Nelson Mandela est la dernière représentant de cette première grande génération, bien qu'il lui ait fallu attendre trente ans pour recevoir le titre qui lui était dû.

Cette génération de dirigeants avait l'ambition non seulement de laisser sa marque comme "pères" de leurs pays, mais aussi de faire entendre la voix de l'Afrique sur la scène internationale.

Panafricanisme et balkanisation.

Le panafricanisme a été une doctrine très en vogue au moment de l'indépendance. Bien qu'il suscite une adhésion sentimentale chez presque tous les Africains, le panafricanisme est vite apparu plus comme un mythe que comme une réalité.

En effet, toute tentative de créer une identité africaine se heurte à la multitude des langues. On parle probablement en Afrique environ huit cents idiomes, et cinquante langues sont utilisées par plus d'un demi-million de personnes chacune. Les élites parlent l'anglais ou le français (et, dans quelques rares cas l'italien) : cela dépend de l'ancienne colonisation européenne ou de l'éducation qu'elles ont reçue. D'après le philosophe Anthony Appiah (il a fait ses études à Cambridge et dirige à l'université de Harvard le département d'études afro-américaines) l'Afrique n'est pas une entité cohérente et ne dispose pas d'un génie commun à tout le continent. Il écrivait à ce propos : "Quelle que soit la nature de ce que les Africains partagent, nous n'avons pas de culture traditionnelle commune, ni de langage commun, ni de vocabulaire conceptuel commun."

L'année 1975 marque une modification importante dans le système des relations internationales. L'Afrique qui était jusqu'alors un champ dans lequel les Etats européens avaient presque un monopole d'intervention, entre dans la stratégie globale active des grandes puissances notamment de l'URSS. Cette dernière qui n'avait tenté que des opérations limitées pour prendre pied en Afrique, intervient en effet directement en Angola et en Ethiopie.

La poussée de l'Union soviétique ne provoque pas alors une réaction proportionnée des Etats-Unis. L'URSS quant à elle se rend compte qu'elle a la possibilité d'agir ouvertement dans un continent sur lequel elle avait jusque là peu de prise. Le désordre intérieur qui affecte la plupart des Etats africains, la succession des coups d'Etat et la crise économique qui s'amorce en 1970 offrent des occasions d'intervention à Moscou. Il n'est pas rare que les gouvernements militaires issus de putsch se proclament socialistes pour donner un fondement noble à la volonté de puissance d'un homme ou d'une équipe en rupture de légalité.

En 1985, l'URSS est solidement implantée au Mozambique, en Angola et en Ethiopie. Elle dispose sur le continent de troupes opérationnelles (le plus souvent, par démocratie populaire et Cubains interposés) et de stocks militaires importants. Elle bénéficie de l'attitude favorable du Bénin, du Congo et de Madagascar qui lui fournissent des lieux d'escale et jouit de la sympathie active des régimes dits socialistes ou progressistes encore nombreux à cette époque (Mali, Tanzanie, Zambie, Burkina-Faso_)

Des dictateurs sortis des urnes.

En quelques années, la détente Est-Ouest, puis l'affaiblissement et enfin l'effondrement du communisme est-européen et de l'Union soviétique privent ses protégés de son soutien politique, militaire et économique. La fin de la guerre froide et l'effondrement de presque tous les régimes marxistes ont fait espérer que des systèmes démocratiques pourraient s'instaurer en Afrique. Mais dans beaucoup de cas, après que l'asservissement de la dictature s'est relâché, l'introduction de la démocratie a abouti à la mise en place d'autres dictateurs.

Depuis 1990, en effet, dans de nombreux pays, le mono-partisme a d'abord laissé la place à une kyrielle de micro-partis non démocratiques. A la tête de certains d'entre eux se sont placés (ou ont été placés) les représentants de la nouvelles classe politique. Ces "jeunes loups" pressés de s'enrichir et de se constituer un patrimoine avant d'être démis, sont tout aussi avides du "pouvoir pour le pouvoir" que leurs aînés.

Les représentants des oppositions, privés de statut valorisant, déchirés par des luttes d'influence, ont souvent brillé par leur

manque d'initiatives constructives ainsi que par leur propension à user de tous les stratagèmes pour accéder aux portes du pouvoir et passer dans le camp du plus fort.

Conserver le pouvoir au prix de toutes les compromissions devient le leitmotiv, ce qui n'est évidemment pas sans conséquences sur les mécanismes électoraux. Les administrations africaines ont aujourd'hui de plus en plus de difficultés à organiser les scrutins. Le problème réside surtout dans le refus de la plupart des Etats de mettre en place des commissions électorales indépendantes et permanentes. L'existence de telles structures contribue, en effet, à améliorer de façon significative les préparatifs d'une consultation, comme l'ont montré les expériences du Bénin et du Ghana en 1996.

Ces structures permanentes permettent aux Etats de sortir de leur situation de dépendance pour l'organisation de scrutins. Elles épargnent les quêtes de dernière heure auprès de la communauté internationale qui transforme régulièrement les élections en scrutins improvisés ouvrant largement l'éventail des possibilités de fraude.

Pour les dirigeants politiques africains, la philosophie des élections se résume dans les propos, désormais célèbres, tenus par le président congolais Pascal Lissouba : "On n'organise pas des élections pour les perdre."

Les moyens les plus contraires à la démocratie sont aujourd'hui employés pour assurer l'élection du candidat sortant comme par exemple le contrôle des médias, la suppression des libertés individuelles ou encore, l'arrestation des opposants politiques comme ce fut le cas récemment au Niger. Les élections apparaissent trop souvent comme un simple moyen de légitimation d'un pouvoir confisqué au nom de l'ordre et de l'intégrité territoriale. On peut d'ailleurs s'interroger sur le rôle des observateurs électoraux dépêchés par des organisations internationales à l'occasion des scrutins. Certes, ces observateurs ont contribué à minimiser la fraude. Mais leur action a, au fil des ans, trouvé ses limites en partie en raison de son enfermement dans une logique diplomatique. Cette présence, d'abord redoutée, a bientôt été souhaitée par les régimes en place.

Ce qui semble aujourd'hui très préoccupant pour l'avenir politique du continent Noir, c'est que la communauté internationale, empêtrée dans une approche normative de la démocratie, se satisfait de dictateurs sortis des urnes. La focalisation sur l'élection présidentielle a occulté la consolidation des fondements de la démocratie.

Peut-être a-t-on simplement oublié que s'agissant de l'Afrique, la démocratie pouvait avoir le même sens que dans les pays du Nord !

Afrique et développement économique.

La situation économique est le fondement de tout avenir possible pour l'Afrique.

Ce continent est presque complètement voué à la production du secteur primaire : agriculture métaux et minerais. Or le marché de ces produits-là (à part leur utilisation intérieure) est en train de se restreindre énormément. Selon un rapport de l'ONU un "panier" d'exportations africaines valait, en 1990, la moitié de ce qu'il valait en 1980, et si l'on exclut le pétrole, il n'en valait plus qu'un tiers. La part de l'Afrique dans le commerce mondial est passé de 4% à 2% aujourd'hui.

Il est, d'autre part, intéressant de constater que les institutions financières internationales s'efforcent depuis plusieurs mois d'accréditer l'idée que le continent noir est sur la voie de la prospérité.

Une rafale de rapports parus ces dernières semaines s'appuient sur de douteuses statistiques pour conforter cette thèse. A confondre taux de croissance et développement, à occulter le poids de la dette, la manipulation permet de masquer le fait que les peuples d'Afrique sont les victimes emblématiques du creusement des inégalités. Le service de la dette coûte chaque année au sous-continent quatre fois le montant des budgets de santé et d'éducation.

Il est important sur ce point de comprendre comment on a pu en arriver là. La genèse de cette dette correspond aux importants prêts consentis à l'Afrique par les pays industrialisés à partir de 1973. La crise qui frappe alors les pays développés pousse banquiers et ministres de la coopération extérieure à faire le siège des gouvernements africains. Le but est de pousser ces derniers à emprunter afin qu'ils réalisent de grands projets d'infrastructure avec l'équipement et le savoir-faire des pays industrialisés.

La corruption venue du Nord entretient celle existant au Sud et renforce clientélisme et kleptocratie. La dette de l'Afrique

subsaharienne fut multipliée par 12 entre 1970 et 1980. La crise survient au début des années 80 quand, sous l'impulsion de la Réserve fédérale des Etats-Unis, les taux d'intérêts subissent une très forte hausse. Débute alors un cycle infernal : les pays empruntent pour rembourser et, bien qu'ils remboursent, leur dette extérieure s'accroît. Il est important de noter que la dette de l'Afrique subsaharienne où vivent 10% de la population de la planète représente moins de 1% des dettes libellées en dollars dans le monde. Vu son coût social, refuser de l'annuler équivaut à un refus de porter assistance à une personne en danger.

Cela est d'autant plus préoccupant que les maladies endémiques font aujourd'hui un retour en force. Le paludisme, par exemple présente depuis une quinzaine d'années des formes aggravées et plusieurs dizaine de millions d'africains en sont infectés. Quant au SIDA, ce fléau prend des proportions considérables. Le taux de séropositivité s'élèverait à près de 40% en Afrique centrale.

Depuis le début des années 80, afin de résorber la dette, des plans d'ajustement structurel sont imposés à la plupart des pays d'Afrique subsaharienne par les économistes des grandes instances internationales. Les effets sociaux et économiques de ces plans sont souvent désastreux :

- Abaissement du rôle redistributeur de l'Etat
- Baisse de la production nationale dans les secteurs agricole et semi-industriel
- Dégradation des conditions de vie de la majorité de la population.

Conclusion.

A

L'Afrique est le seul continent dont la population s'est trouvée à la fin des années 80 dans une situation pire que celle des années 70 et sera à la fin des années 90 dans une situation pire que durant les années 80.

Bien qu'un taux de croissance de 5% soit aujourd'hui annoncé par les instances économiques internationales, il ne reflète pas, loin s'en faut, la situation en matière de développement de la plupart des Etats du sous-continent noir.

Le redressement de l'Afrique subsaharienne sera probablement long. Il passera obligatoirement par le règlement du problème de la dette que les politiques d'ajustement structurel n'ont pas résolu. Les pays industrialisés seront à nouveau mis à contribution. Mais pour que leur aide soit efficace, elle devra être assortie d'une volonté politique affirmée de la part des dirigeants noirs de remettre sur pied les économies de leurs pays.

Parallèlement à cette tâche déjà ardue, l'avenir de l'Afrique passera aussi et enfin, par la façon dont seront traités les problèmes affairant à la santé et à l'éducation des populations.